



# PLAN DE RÉPONSE COMMUNAUTAIRE AUX CAMPEMENTS

**Production**

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Capitale-Nationale  
Direction des programmes santé mentale, dépendances et itinérance  
2601 chemin de la Canardière, Québec, QC G1J 2G3

**Rédaction**

Frédéric Keck, directeur adjoint Partenariat et itinérance à la Direction des programmes Santé mentale, Dépendances et itinérance (DSMDI), CIUSSS de la Capitale-Nationale  
Philippe Guay, conseiller-cadre collaboration intersectorielle et itinérance, DSMDI, CIUSSS de la Capitale-Nationale  
Karine Mantha, agente de planification, de programmation et de recherche, DSMDI, CIUSSS de la Capitale-Nationale  
Stéphane Anctil, agent de planification, de programmation et de recherche, DSMDI, CIUSSS de la Capitale-Nationale  
Audrey Simard, agente de planification, de programmation et de recherche, DSMDI, CIUSSS de la Capitale-Nationale  
Catherine Brousseau, agente de planification, de programmation et de recherche, DSMDI, CIUSSS de la Capitale-Nationale  
Gwenaëlle Dauphas, agente de planification, de programmation et de recherche, DSMDI, CIUSSS de la Capitale-Nationale

**Révision**

Gisèle Yougou, technicienne en administration, DSMDI, CIUSSS de la Capitale-Nationale

Droit d’auteur © Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Capitale-Nationale -  
Direction des programmes santé mentale, dépendances et itinérance

Toute reproduction totale ou partielle est autorisée à condition de mentionner la source.

# Table des matières

<b>Introduction</b> .....	3
<b>1. Contexte régional</b> .....	4
1.1 Description de la zone visée .....	4
1.2 Description de l'état de l'itinérance hors-refuge et dans les campements .....	4
Quartiers centraux de la ville de Québec .....	5
Arrondissements en périphérie du centre-ville .....	6
MRC du territoire (excluant l'agglomération de Québec).....	8
Réalités autochtones .....	9
Vécu des personnes en situation d'itinérance .....	9
<b>2. Consultation des partenaires</b> .....	11
2.1 Description de la structure de gouvernance .....	11
2.2 Description des parties prenantes .....	11
<b>3. Priorités et objectifs de la communauté</b> .....	12
3.1 Vision de la communauté .....	12
3.2 Objectifs à court et moyen terme .....	13
<b>4. Plan d'investissement</b> .....	13
4.1 Description des investissements de contrepartie .....	13
4.2 Plan d'investissement des allocations dédiées à la Capitale-Nationale.....	19
<b>5. Résultats régionaux</b> .....	22
<b>Conclusion</b> .....	26

## **Sigles et acronymes**

CISSS	Centre intégré de santé et de services sociaux
CIUSSSCN	Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Capitale-Nationale
DSMDI	Direction des programmes Santé mentale, Dépendances et Itinérance
MRC	Municipalité régionale de comté
MSSS	Ministère de la Santé et des Services sociaux
PARCI	Plan d'action régional communautaire et intégré en itinérance
PRCC	Plan de réponse communautaire aux campements
RAIIQ	Regroupement pour l'aide aux itinérants et itinérantes de Québec
RHU	Ressource d'hébergement d'urgence
SPVQ	Service de police de la ville de Québec
VCS	Vers un chez soi

## Introduction

Le 16 avril 2024, le gouvernement du Canada publiait le [Budget de 2024 : une chance équitable pour chaque génération](#). Ce budget propose un financement à l'échelle pancanadienne de 250 millions de dollars sur deux ans (**125 M\$** en 2024-2025 et **125 M\$** en 2025-2026), afin d'apporter une réponse rapide et ciblée aux besoins des campements et de l'itinérance hors-refuge. Suite à la négociation d'une entente entre les gouvernements du Québec et du Canada, le financement ponctuel octroyé à la province du Québec dans le cadre de cette initiative est de **49 557 816 \$**, soit **24 778 908 \$** en 2024-2025 et en 2025-2026. Pour la région de la Capitale-Nationale, il s'agit d'un financement non récurrent sur deux ans de **4 663 980 \$**, soit un montant annuel de **2 331 990 \$** pour 2024-2025 et 2025-2026.

Ce financement partage des similitudes avec le programme Vers un chez-soi (VCS), mais se démarque par ses objectifs spécifiques et son approche. Il cible exclusivement les personnes 1) vivant en situation d'itinérance hors-refuge, 2) vivant dans des campements ou 3) à risque imminent de basculer en itinérance hors-refuge ou dans des campements. Essentiellement, le programme cible les personnes qui ne fréquentent pas ou qui n'ont pas accès aux refuges et aux hébergements, puis à intervenir sur les diverses raisons sous-jacentes (débordement des services, absence de services, difficultés d'accès, etc.).

Un élément clé de l'initiative de lutte contre l'itinérance hors-refuge et les campements est l'élaboration d'un plan de réponse communautaire aux campements (PRCC) par les établissements territoriaux de Santé Québec (les centres intégrés de santé et de services sociaux [CISSS] et les centres intégrés universitaires de santé et de services sociaux [CIUSSS]), en collaboration avec les partenaires en matière d'itinérance sur leur territoire. L'initiative prévoit six catégories d'activités : A. Services en matière de logement, B. Services de prévention et d'orientation vers des services à l'extérieur des refuges, C. Services de soutien à la clientèle, D. Dépenses en immobilisations, E. Coordination des ressources et amélioration de la qualité des données et F. Dépenses administratives. Ces secteurs sont détaillés à la section 4.2 (tableau 2) dans le plan d'investissement des sommes allouées à la Capitale-Nationale.

Ce PRCC vise à présenter une description de l'itinérance hors-refuge et du phénomène des campements dans la Capitale-Nationale, puis à communiquer le plan d'investissement projeté. Il s'inscrit en cohérence avec le Plan d'action régional et communautaire intégré en itinérance de la Capitale-Nationale<sup>1</sup>. D'abord, le contexte régional et une description de l'état de l'itinérance hors refuges et des campements sont présentés. Ensuite, la structure de gouvernance, ainsi que les parties prenantes consultées et qui seront mobilisées pour la mise en œuvre du PRCC sont abordées. La vision, en termes de priorités et d'objectifs, qui émerge des consultations menées pour l'élaboration du PRCC est résumée à la section trois. Ces éléments mettent la table au plan d'investissement des sommes attribuées à la région de la Capitale-Nationale, en fonction des secteurs d'activités prévus par le programme. La dernière section aborde les résultats, les cibles et les indicateurs de suivi qui seront utilisés pour mesurer les progrès liés au financement.

---

<sup>1</sup> <https://www.ciuuss-capitalenationale.gouv.qc.ca/node/6123>

# 1. Contexte régional

La description du contexte régional s'appuie entre autres sur les informations fournies par le ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) du Québec dans le cadre des exercices de dénombrement de 2018 et de 2022, sur l'analyse du parcours résidentiel en itinérance de Québec réalisée en 2021 et sur l'enquête pancanadienne qui a eu lieu au début de l'année 2023 au sujet des campements. Des consultations ont aussi été menées auprès de nombreux partenaires et parties prenantes de l'écosystème des services en itinérance de la Capitale-Nationale, dans le but d'alimenter le portrait régional de l'itinérance hors-refuge et dans les campements.

## 1.1 Description de la zone visée

Le territoire visé dans le cadre de ce PRCC est celui du CIUSSS de la Capitale-Nationale, qui dessert les régions de Charlevoix, de Québec et de Portneuf, soit 18 643 km<sup>2</sup> et près de 766 579 personnes<sup>2</sup>. Le territoire inclut les MRC de Portneuf, de la Jacques-Cartier, de l'île d'Orléans, de la Côte-de-Beaupré, de Charlevoix et de Charlevoix Est. Quant à l'agglomération de Québec, elle regroupe les 6 arrondissements suivants : Beauport, Charlesbourg, Cité Limoilou, Haute-Saint-Charles, les Rivières, Sainte-Foy-Sillery-Cap-rouge ainsi que les deux villes défusionnées (Ancienne-Lorette et Saint-Augustin-de-Desmaures). La population est répartie ainsi sur le territoire : Québec (89 % de la population du territoire), Portneuf (7 %) et Charlevoix (4 %). Au niveau de l'âge, 17 % de la population de la Capitale-Nationale serait âgée de 0 à 17 ans, 59 % entre 18 et 64 ans et 24 % de la population aurait 65 ans et plus <sup>2</sup>.

## 1.2 Description de l'état de l'itinérance hors-refuge et dans les campements

Les dernières données du dénombrement confirment une augmentation significative du nombre de personnes en situation d'itinérance visible dans la Capitale-Nationale. Bien que ces données doivent être interprétées avec prudence en raison de la méthodologie et de la complexité d'une telle démarche, il est estimé qu'il y avait 927 personnes en situation d'itinérance visible dans la Capitale-Nationale durant la nuit du 11 octobre 2022.<sup>3</sup> Il s'agirait d'une augmentation de 36 % comparativement à la même démarche réalisée 2 ans auparavant, le 22 avril 2018.<sup>4</sup>

Des 927 personnes estimées en situation d'itinérance visible en 2022, le nombre de personnes ayant passé la nuit dans les lieux extérieurs représentait 10,6 % du nombre de personnes en situation d'itinérance visible totale de la Capitale-Nationale, ce qui démontre la présence du phénomène de l'itinérance hors-refuge. Ces données sont cohérentes avec les constats observés par les différents acteurs consultés pour cette démarche : le visage de l'itinérance a changé sur l'ensemble du territoire dans les dernières années, il s'est diversifié et il a augmenté de façon importante.

Les sections suivantes décrivent les enjeux connus de l'itinérance hors-refuge et dans les campements, en fonction des principaux secteurs du territoire de la Capitale-Nationale. Compte

<sup>2</sup> Information tirée du site internet du CIUSSS de la Capitale-Nationale, Portrait du CIUSSS de la Capitale-Nationale (<https://www.ciusss-capitalenationale.gouv.qc.ca/a-propos/portrait>).

<sup>3</sup> Dénombrement 2022, p. 6 : <https://publications.msss.gouv.qc.ca/msss/fichiers/2023/23-846-05W.pdf>

<sup>4</sup> Le portrait complet de l'itinérance, faisant suite à la première démarche du dénombrement de 2018, est disponible sur le site Web du MSSS : <https://publications.msss.gouv.qc.ca/msss/fichiers/2018/18-846-10W.pdf>

tenu de l'étendue et de la diversité sociodémographique du territoire ciblé par le PRCC, différentes réalités coexistent. Un portrait distinct doit être fait pour les quartiers centraux de la ville de Québec, pour ses arrondissements en périphérie, puis pour les municipalités régionales de comtés (MRC) qui incluent surtout des communautés rurales.

### Quartiers centraux de la ville de Québec<sup>5</sup>

Le profil des personnes en situation d'itinérance visible dans les quartiers centraux de la ville de Québec s'est diversifié dans les dernières années. Il ressort des consultations avec les partenaires, une plus grande présence de jeunes, de personnes âgées/vieillissantes et de personnes immigrantes qui utilisent les ressources d'aide ou qui sont en contact avec les intervenants de proximité. Toutefois, lorsqu'on compare les données sociodémographiques des personnes en situation d'itinérance lors du dénombrement de 2018 à celui de 2022, une augmentation de 10 % chez la tranche d'âge des 30 à 49 ans est constatée<sup>6</sup>. Cette différence n'invalide pas le portrait relaté lors des consultations. Il met plutôt en lumière que le dénombrement est une photo de l'itinérance visible un soir donné et qu'il s'agit d'un phénomène qui évolue rapidement. Ensuite, un plus grand nombre de premiers épisodes d'itinérance est observé par les partenaires pour des personnes aptes à vivre en logement ou à travailler, mais qui n'ont plus la capacité financière de trouver un toit dans le contexte du marché locatif actuel. Dans le cadre du dénombrement de 2022, 76,5 % des personnes sondées déclaraient recevoir un revenu, soit 59,7 % d'un programme d'assistance à l'emploi et 16,8 % travaillaient<sup>7</sup>. Bien que le profil des personnes en situation d'itinérance cachée soit plus difficile à définir, celles-ci représentaient 17 % des personnes sondées lors du dernier dénombrement, une donnée relativement stable comparativement à 2018 (19 %).

Quant à la consommation de substances des personnes en situation d'itinérance hors-refuge, d'après les consultations, celle-ci serait plus présente et se ferait plus ouvertement dans les rues du centre-ville. On remarquerait également plus de personnes avec des enjeux comportementaux et les partenaires soulignent un environnement empreint de plus de violence. Un sentiment d'insécurité se fait d'ailleurs ressentir dans certains secteurs du centre-ville : certains se regroupent pour se sentir en sécurité la nuit et dans des lieux plus isolés pour fuir cette dynamique du centre-ville.

Quant au phénomène des campements au centre-ville, il s'agit d'une réalité peu visible puisque les abris temporaires sont interdits par les règlements municipaux et ceux-ci sont démantelés rapidement lorsque constatés. Toutefois, les équipes municipales qui interviennent pour démanteler ces campements sont désormais plus sensibilisées et s'arriment davantage avec les ressources du milieu afin d'offrir des alternatives et des services visant à minimiser les impacts pour les personnes concernées. Selon les propos rapportés, une grande majorité des campements sont démantelés à la suite de dénonciations citoyennes.

---

<sup>5</sup> Les quartiers centraux de la ville de Québec font référence aux secteurs de la basse-ville (Saint-Roch et Saint-Sauveur), de la haute-ville (Montcalm, Saint-Jean-Baptiste et Vieux-Québec) et de Limoilou : <https://www.quebec-cite.com/fr/ville-quebec/quartiers-de-quebec>

<sup>6</sup> Comparaison des données sociodémographiques du dénombrement de 2018 (Tableau 34 à la page 95 : <https://publications.msss.gouv.qc.ca/msss/fichiers/2018/18-846-10W.pdf>) avec ceux du dénombrement de 2022 (Tableau 41 à la page 166, <https://publications.msss.gouv.qc.ca/msss/fichiers/2023/23-846-05W.pdf>)

<sup>7</sup> Dénombrement 2022, Figure 31, page 69, <https://publications.msss.gouv.qc.ca/msss/fichiers/2023/23-846-05W.pdf>

### Enjeux et besoins spécifiques dans les quartiers centraux

Les difficultés d'accès aux ressources d'hébergement d'urgence dans les quartiers centraux de Québec sont des enjeux qui font consensus à la suite des consultations effectuées. Différentes raisons ont été évoquées :

- Le manque de place en RHU pour répondre aux besoins grandissants. Les ressources d'hébergement d'urgence actuelles sont à pleine capacité et ne réussissent plus à répondre à la demande ;
- Le manque de solutions à la sortie des RHU (ex. : en hébergement transitoire ou autre) cause la prolongation des durées de séjour des personnes en RHU ce qui amène un enjeu de fluidité dans le continuum d'hébergement en itinérance ;
- Le besoin de diversifier l'offre d'hébergement afin de répondre à la pluralité des réalités (ex. : personnes avec animaux, pour les couples, consommateurs actifs, etc.) ;
- Le besoin de ressources additionnelles pour l'accompagnant des personnes vers une plus grande stabilité résidentielle (hébergement transitoire, logement de dépannage et transitoire, logement subventionné, etc.) afin d'amener de la fluidité dans le continuum d'hébergement ;
- Le fait que certaines personnes vont s'autoexclure des ressources des quartiers centraux pour d'autres raisons ;
- Etc.

Nous pensons que diversifier l'offre d'hébergement d'urgence et de répit répondrait en partie à cet enjeu, permettant d'avoir des lieux avec une densité d'accueil moins élevée et favorisant la diminution des tensions et des enjeux de cohabitation à l'intérieur des ressources. En considération des impacts transversaux du continuum de service en itinérance, améliorer le filet de sécurité par le travail de proximité, incluant le travail de rue, est une approche à valoriser pour créer le contact, soutenir la réponse aux besoins fondamentaux, développer un lien de confiance et favoriser l'adhésion aux ressources d'hébergement d'urgence et d'accompagnement. Enfin, investir dans des alternatives aux RHU dans les arrondissements et MRC en périphérie des quartiers centraux de la ville de Québec contribuerait à alléger la pression sur le centre-ville.

### Arrondissements en périphérie du centre-ville<sup>8</sup>

La réalité et les besoins des personnes en situation d'itinérance hors-refuge et en campement diffèrent dans les arrondissements en périphérie du centre-ville de Québec. Un constat partagé par les acteurs est que l'itinérance est désormais plus visible dans les quartiers périphériques alors qu'auparavant, ce phénomène était surtout concentré au centre-ville. Une différence majeure au niveau de l'offre de services pour les personnes en situation d'itinérance en périphérie est que celle-ci est peu ou pas existante, variable en fonction de chaque arrondissement. Lorsqu'une offre de services existe, elle repose d'autant plus souvent sur la volonté d'organismes ayant une mission connexe à l'itinérance (ex. aide alimentaire, dépendance, santé mentale, etc.), sans que celle-ci soit sa mission principale. Cette prise en considération de l'itinérance dans leur mission ajoute un certain poids, de même que le manque de ressources humaines et financières pour ces organismes qui pallient l'absence de ressources dédiées en itinérance dans leur secteur. Comme en témoigne la mise en place grandissante de concertations (tables et comités) formées d'acteurs

---

<sup>8</sup> Les arrondissements en périphérie comprennent les secteurs : Sainte-Foy-Sillery-Cap Rouge, La Haute-Saint-Charles, Les Rivières, Charlesbourg et Beauport



intersectoriels en lien avec l'itinérance et l'instabilité résidentielle dans les arrondissements en périphérie du centre-ville, les solutions à mettre en place doivent être réfléchies autrement.

Les acteurs consultés observent différents motifs pour expliquer la migration des personnes du centre-ville vers les arrondissements en périphérie : certains veulent fuir la dynamique du centre-ville qui est plus tendu (consommation, santé mentale, violence, etc.), d'autres, car la nature des services ne répond pas à leurs besoins spécifiques (ex. : hébergement qui accepte les animaux et les couples), d'autres, car ils ont été refusés dans les RHU faute de place ou parce que les personnes recherchent plus de quiétude et ne souhaitent pas fréquenter ces ressources. Le fait de ne pas vouloir se départir de ses biens, faute d'endroit sécuritaire pour les entreposer, amènerait aussi certaines personnes à quitter le centre-ville et à s'isoler sur des terrains vagues, dans les bois, près des cours d'eau, dans des abris de fortune et/ou des campements en périphérie. Les campements identifiés dans ces secteurs seraient majoritairement de petite envergure (allant de 1 à 2 personnes jusqu'à des groupes de 7 à 8) qui se rassemblent en petites communautés cachées. Les gens se mettent ensemble pour répondre à leurs besoins, jumeler leur matériel et s'entraider. Les campements en périphérie sont généralement moins rapidement repérés que ceux dans le centre-ville. À noter que l'évolution de l'itinérance visible dans les arrondissements en périphérie du centre-ville était déjà un constat fait régionalement dans le cadre de l'analyse du parcours résidentiel en itinérance de Québec en 2021<sup>9</sup>.

Ces personnes, qui semblent en situation d'itinérance hors-refuge, fréquentent les ressources des secteurs lorsque possible (centres communautaires, bibliothèques, parvis d'église, autour des frigos-partage, etc.). On y remarque maintenant davantage de personnes qui dorment dans les entrées des commerces et dans les espaces de guichets automatiques. Une augmentation du nombre de personnes vivant dans leur voiture en périphérie est d'autant plus constatée. Dernièrement, la diminution notée du parc de maisons de chambres dans les secteurs en périphérie, notamment dans certains quartiers hors centre-ville, est soulignée comme une hypothèse pouvant expliquer l'augmentation de l'itinérance dans ces secteurs.

### Enjeux et besoins spécifiques aux arrondissements en périphérie

Bien qu'il soit faisable pour les personnes en situation d'itinérance des périphéries d'avoir accès aux services existants au centre-ville (considérant la distance raisonnable pour s'y rendre), cela suscite d'autres enjeux. En plus de transférer la pression vers les quartiers centraux, qui vivent également une augmentation de l'itinérance, cela aurait pour effet d'éloigner les personnes de leur réseau naturel d'entraide. Par ailleurs, développer de nouveaux hébergements hors centre-ville, dans les arrondissements en périphérie, pourrait décharger les quartiers centraux. Ceux-ci devraient toutefois prendre en compte les réalités du territoire desservi et l'impact que ça aura sur le milieu. Le besoin de réfléchir à des modèles d'hébergement adaptés permettant de répondre aux besoins des périphéries avait d'autant plus été documenté dans l'analyse du parcours résidentiel en itinérance de Québec.<sup>10</sup>

---

<sup>9</sup> Analyse du parcours résidentiel en itinérance de Québec, 2021-2022, page 20. <https://www.ciuss-capitalenationale.gouv.qc.ca/publication/parcours-residentiel-itinerance-qc>

<sup>10</sup> Analyse du parcours résidentiel en itinérance de Québec, 2021-2022, page 45. <https://www.ciuss-capitalenationale.gouv.qc.ca/publication/parcours-residentiel-itinerance-qc>

## MRC du territoire (excluant l'agglomération de Québec)<sup>11</sup>

Les réalités associées à l'itinérance hors-refuge et dans les campements dans les MRC en périphérie du territoire diffèrent de celles vécues dans l'agglomération de Québec. Dans la majorité des MRC du territoire, on dénote également une augmentation du phénomène et l'apparition de nouveaux visages, dont des personnes vieillissantes, des familles et des couples sans enfant qui perdent leur loyer et qui se retrouvent temporairement dans la rue. Ce serait une réalité partagée par la majorité de ces secteurs. Les conditions de logements (hausse des prix des loyers et diminution des taux d'inoccupation) sont une hypothèse émise par les acteurs consultés pour expliquer cette augmentation. Dans certaines MRC dont Charlevoix, la Côte-de-Beaupré et Portneuf, bien que la réalité des campements demeure difficile à mesurer étant donné l'étendue du territoire et la difficulté à les repérer, les intervenants témoignent de plus en plus de personnes vivant sur des terrains éloignés, dans des voitures, en forêt, près des cours d'eau, etc. Ces personnes proviendraient généralement de la région (donc peu sont en transition ou de passage sur le territoire) et plusieurs seraient aux prises avec des problèmes de consommation et/ou de santé mentale selon les propos recueillis.

### Enjeux et besoins spécifiques aux MRC

Des enjeux similaires à ceux vécus dans les arrondissements en périphérie de Québec sont vécus, en ajoutant le défi de la grandeur du territoire. Il y a plusieurs années, les personnes en situation d'itinérance de ces secteurs étaient orientées vers les ressources de Québec. Toutefois, plusieurs raisons justifient le changement de pratique : la saturation des services au centre-ville, les enjeux de transport pour diriger quelqu'un vers le centre-ville, ainsi que le désir de ne pas contribuer au déracinement des personnes de leur environnement. Ces raisons amènent les acteurs des MRC plus rurales à souhaiter développer de nouveaux services adaptés sur leur territoire pour éviter ce déplacement. D'après les consultations, les personnes elles-mêmes ne veulent pas se déraciner pour aller vers les ressources du centre-ville de Québec. Le besoin de ressources adaptées dans les MRC est donc un élément central qui ressort de la majorité des consultations avec les acteurs de ces secteurs. Comme en périphérie, souvent, aucun service spécifique en itinérance n'existe ou le peu de services existant est porté par des organismes dont l'itinérance n'est pas la mission première.

Avec l'augmentation observée de l'itinérance, le développement de ressources dédiées en hébergement et à la réponse globale aux besoins des personnes en situation d'itinérance ou d'instabilité résidentielle est souhaité dans certaines MRC. Considérant que l'augmentation de l'itinérance dans ces secteurs ne représente tout de même pas un volume justifiant l'ouverture de RHU similaires à celles des quartiers centraux, il faut développer des alternatives d'hébergement adaptées aux réalités et aux besoins de ces milieux. Des initiatives pour de la coordination territoriale en itinérance (travail de rue, intervenant de proximité, intervenant en itinérance, coordination des demandes d'hébergement) sont un modèle à l'essai actuellement dans certains secteurs plus éloignés de la Capitale-Nationale.

---

<sup>11</sup> Les MRC du territoire (excluant l'agglomération de Québec) comprennent celle de Charlevoix, Charlevoix-Est, la Côte-de-Beaupré, la Jacques-Cartier, l'île d'Orléans et Portneuf.

## Réalités autochtones

Quant à la réalité des personnes autochtones en situation d'itinérance hors-refuge et en campement sur le territoire, un premier constat est qu'il est difficile de mesurer l'ampleur du phénomène puisque les autochtones vivant hors réserve sur le territoire ne s'identifient pas toujours explicitement comme autochtone. Outre ceux qui se retrouvent en situation d'itinérance en milieu urbain (au centre-ville), notons qu'une majorité des personnes autochtones en situation d'itinérance se retrouvent dans l'arrondissement de la Haute-St-Charles en raison de la proximité de ce secteur avec la communauté de Wendake. Un constat ressorti des échanges avec des acteurs consultés au sujet des personnes autochtones en situation d'itinérance hors-refuge et dans les campements est que le phénomène est en augmentation, mais difficile à mesurer. Toutefois, les résultats des exercices de dénombrement de 2018 et de 2022 ont mis en lumière la surreprésentation des personnes s'identifiant comme autochtones parmi la population en situation d'itinérance<sup>12</sup>. Un des besoins soulevés est le besoin de ressources culturellement adaptées à leur réalité.

## Vécu des personnes en situation d'itinérance

Dans le cadre d'un projet pilote visant à mieux comprendre les impacts des conditions hivernales sur la santé physique et psychologique des personnes en situation d'itinérance, 23 personnes en situation d'itinérance ont été rencontrées à l'occasion de quatre groupes de discussion tenus à l'automne 2023 et au printemps 2024. Pour les personnes rencontrées, ce fut l'occasion de décrire leurs réalités, leurs stratégies d'adaptations ainsi que les initiatives qu'ils aimeraient avoir accès, particulièrement l'hiver, mais aussi toute l'année. Ces consultations confirment plusieurs enjeux relatés précédemment. Le manque de place dans les RHU y est discuté, de même que la précarité du filet de sécurité pour l'itinérance hors-refuge : instabilité de certaines ressources et variation dans les horaires, découverte d'une heure en soirée et d'une heure le matin dans les heures d'ouverture, ce qui est souvent ramené comme un enjeu difficile. De plus, les alternatives pour se reposer et s'abriter des intempéries ne permettent pas de dormir et de récupérer adéquatement. Par conséquent, l'irritabilité et l'augmentation de l'agressivité sont nommées par beaucoup. L'auto-exclusion de certaines personnes (ex. les femmes) pour des raisons de sécurité ou des personnes ayant un problème de dépendance et qui disent devoir faire le choix entre avoir un toit ou consommer sont d'autres difficultés d'accès aux RHU.

Le besoin d'avoir accès à des casiers sécurisés est systématiquement nommé dans les quatre groupes de discussion, notamment en raison des défis de se déplacer avec ses bagages pour accéder aux différentes ressources, pour être tolérés dans les commerces, pour dormir sans crainte d'être volé et éviter de perdre ce qu'ils ont acquis pour répondre à leurs besoins de base. Également, le besoin d'installations sanitaires (ex. douches), de buanderies, de sèche-bottes et de vêtements de rechange sont des essentiels qui ressortent des discussions.

Le sentiment de survie, d'être constamment en déplacement et d'avoir à planifier le prochain lieu où recevoir des services est une charge qui s'ajoute aux défis des personnes rencontrées. Bien que certains aimeraient avoir le choix de lieux qui répondent à leurs besoins spécifiques (socialiser versus dormir dans le calme, se déposer sans être questionné sur sa situation versus rencontrer

---

<sup>12</sup> Information tirée du rapport de l'exercice de 2022 : Dénombrement des personnes en situation d'itinérance visible au Québec, « Tout le monde compte », p.278.

des intervenants qui peuvent faire de l'accompagnement, etc.), d'autres trouveraient facilitant de trouver l'ensemble des services dont ils ont besoin en un même endroit.

### **Résumé des besoins identifiés**

Bien que plusieurs initiatives aient été mises en place pour adapter rapidement et efficacement l'offre de services aux défis post-pandémique, les ressources existantes ne suffisent pas à répondre à l'augmentation exponentielle des besoins d'hébergements et de logements des personnes en situation d'itinérance, et ce, sur l'ensemble du territoire. Les consultations ont été l'occasion d'identifier de nombreux besoins, touchant plusieurs sphères de vie, des personnes en situation d'itinérance hors-refuge et en campement. Ces besoins peuvent être regroupés en trois catégories, soit la sphère « besoins de bases et matériels », la sphère « accès à des hébergements et à des logements », puis la sphère « services et relations d'aide ».

Sphère « besoins de bases et matériels » :

- Besoin d'accéder à des installations sanitaires sur le territoire (toilettes, douches, laveuses et sècheuses, etc.) ;
- Besoin de lieux d'entreposage et de casiers permettant aux personnes de laisser leurs effets personnels dans un endroit sécuritaire ;
- Besoin de favoriser l'accès à du matériel d'urgence et de dépannage pour les personnes en situation d'itinérance extérieure (sacs de couchage, vêtements chauds, vêtements de rechange, bottes, bas, etc.).

Nommons que les besoins au niveau de la sphère matérielle ont également été documentés lors des consultations dans le cadre de l'analyse du parcours résidentiel en itinérance de Québec. Le rapport souligne l'importance « *de porter une attention particulière à la création de services pouvant faciliter l'accessibilité aux services d'hébergement tel que l'accès à des casiers [...] à des douches, service de lessive, etc.* »<sup>13</sup>.

Sphère « accès logement/hébergement » :

- Besoin de plus de places d'hébergement à haut seuil (*drop in*) pour les personnes plus vulnérables et désaffiliées ;
- Besoin d'augmenter le nombre de places dans les hébergements en périphérie (adaptés aux besoins et aux réalités locales) ;
- Besoin d'augmenter l'offre de logements abordables, de logements de transition et de maisons de chambres sur l'ensemble du territoire ;
- Besoin d'augmenter le nombre de places d'hébergement et de logements répondant aux situations spécifiques (couples, avec animaux, consommation, etc.).
- Besoin de favoriser la fluidité dans le continuum d'hébergement (ex. : transitoire) pour s'assurer de ne pas créer de goulot à l'hébergement d'urgence, telle que précisée dans l'analyse du parcours résidentiel en itinérance de Québec<sup>14</sup> ;

---

<sup>13</sup> Analyse du parcours résidentiel en itinérance de Québec, page 46. <https://www.ciusss-capitalenationale.gouv.qc.ca/publication/parcours-residentiel-itinerance-qc>

<sup>14</sup> Analyse du parcours résidentiel en itinérance de Québec, page 23. <https://www.ciusss-capitalenationale.gouv.qc.ca/publication/parcours-residentiel-itinerance-qc>

Sphère « services et relation d'aide » :

- Besoin de bonifier les services d'accompagnement pour le placement en logement ;
- Besoin d'augmenter l'accompagnement visant le maintien de la stabilité résidentielle ;
- Besoin de bonifier les services de travail de rue et de proximité dans les secteurs en périphérie pour mieux rejoindre les personnes en situation d'itinérance extérieure ;
- Besoin de lieux pivots où les multiples services peuvent se concerter et être offerts au même emplacement lorsque les gens sont prêts (réaffiliation) ;
- Besoin de pouvoir accéder à des lieux de répit de jour et de nuit, avec une couverture complète 24 heures sur 24, 7 jours sur 7 ;
- Besoin d'améliorer globalement l'offre de services de santé et psychosociale pour les personnes en situation d'itinérance dans les périphéries ;

Ces besoins apparaissent comme des éléments à prioriser pour apporter une réponse à l'itinérance hors-refuge et dans les campements sur le territoire, d'après les consultations effectuées et les sources d'informations à notre disposition. Toutefois, il importe de mentionner que la présente démarche de description du phénomène se veut exploratoire et qu'elle n'a pas fait l'objet de processus de recherche. Les besoins et les priorités sont certainement plus vastes que ceux énoncés.

## **2. Consultation des partenaires**

### **2.1 Description de la structure de gouvernance**

Tel que précisé dans le Plan d'action régional communautaire et intégré en itinérance (PARCI) de la Capitale-Nationale de 2022<sup>15</sup>, la structure de gouvernance demeure la même dans la région, à l'exception de l'instance stratégique qui ne s'est pas réunie au cours des dernières années. Nous vous référons à ce document pour plus de détails sur la gouvernance régionale.

### **2.2 Description des parties prenantes**

Sur le territoire du CIUSSS de la Capitale-Nationale, plusieurs instances de concertation et comités en lien avec les préoccupations reliées à l'itinérance sont en place et sont préoccupées par l'itinérance hors-refuge et dans les campements. Ces espaces de concertation intersectoriels permettent d'être plus au fait des besoins sur le territoire et de collectiviser les enjeux <sup>16</sup>. Des représentants de ces espaces de concertation et comités ont donc été consultés et ont contribué à la réalisation de ce PRCC.

Des consultations ont donc eu lieu en novembre et décembre 2024, coordonnées par la DSMDI du CIUSSS de la Capitale-Nationale. Les groupes suivants ont été consultés :

- Des représentants de la Ville de Québec - Division du vivre-ensemble et cohésion sociale et du Service de Police (SPVQ) ;

---

<sup>15</sup> Plan d'action régional communautaire et intégré en itinérance (PARCI) de la Capitale-Nationale, <https://www.ciuuss-capitalenationale.gouv.qc.ca/node/6123>, pages 7 et 8.

<sup>16</sup> Nommons entre autres le comité Ville-CIUSSS-RAIIQ, les tables de concertations dans les MRC de Portneuf et de Charlevoix, mais également de celles locales comme celle de Beauport, Beaupré, de La Haute-Saint-Charles, etc.

- Des organismes communautaires en itinérance ainsi que le Regroupement pour l'aide aux itinérants et itinérantes de Québec (RAIIQ) ;
- Des intervenants de l'équipe Liaison itinérance de la DSMDI du CIUSSS-CN ;
- Des intervenants de l'équipe d'organisation communautaire du CIUSSS-CN ;
- Les directrices territoriales du CIUSSS-CN ;
- Participation d'un pair aidant ;
- Résumé des groupes de discussion auprès des personnes en situation d'itinérance (réalisés dans le cadre du projet « froid et itinérance » en 2023-2024) ;

Les consultations ont permis de brosser un portrait de l'itinérance hors refuges et dans les campements sur le territoire du CIUSSS de la Capitale-Nationale, ainsi qu'à définir les enjeux, les besoins et les priorités y étant rattachés. Les échanges visaient également à mobiliser ces parties prenantes dans l'élaboration et la mise en œuvre du PRCC.

### **3. Priorités et objectifs de la communauté**

#### **3.1 Vision de la communauté**

Afin de répondre à l'itinérance hors-refuge et dans les campements, le gouvernement fédéral met de l'avant certains principes directeurs qui doivent guider la mise en œuvre des PRCC, incluant celui de la Capitale-Nationale :

- Une approche visant à assurer la dignité des personnes ;
- Une approche visant à favoriser la stabilité résidentielle avec accompagnement ;
- Une planification et une mise en œuvre inclusive ;
- La transformation des refuges ;
- Une coordination pour une prestation régionale de service cohérente, équitable et efficace.

De son côté, le MSSS du Québec souhaite que le financement soit utilisé en priorité pour les activités et les mesures de soutien liées à :

- Des investissements en immobilisation ;
- De l'accompagnement visant à favoriser la stabilité résidentielle ;
- Un rehaussement des services 24/7 incluant les haltes-chaleur ;
- Le travail de rue.

Au niveau régional, les consultations réalisées avec les différents partenaires concernés nous ont également permis d'identifier certaines priorités. Celles-ci doivent tenir compte de la durée limitée du financement au 31 mars 2026 et s'inscrivent en cohérence avec les besoins cités précédemment :

- Priorités aux investissements en immobilisation (augmentation du nombre de places d'hébergement et de logements, installations sanitaires, casiers/entrepôt, etc.) ;
- Priorités aux services de soutien et de relation d'aide aux personnes en situation d'itinérance hors-refuge et dans les campements sur l'ensemble du territoire (rehaussement des services 24/7, travail de rue, répit de nuit/jour, etc.) ;
- Priorités aux services en matière de logement (placement en logement et accompagnement visant la stabilité résidentielle, fonds d'aide au logement, etc.).

Ces priorités régionales identifiées lors de la démarche de consultation et de description de l'itinérance hors-refuge et dans les campements ont guidé l'identification des objectifs du PRCC.

### 3.2 Objectifs à court et moyen terme

D'ici la fin du financement de l'initiative de lutte contre l'itinérance hors-refuge et les campements au 31 mars 2026, voici les principaux objectifs à court et moyen terme qui seront visés par la communauté, en cohérence avec les échanges qui ont eu lieu :

- Augmenter les infrastructures en termes d'installations sanitaires, d'hébergements, de répit et de logements sur l'ensemble du territoire (secteur D du programme de financement) ;
- Améliorer le soutien et l'accompagnement aux personnes en situation d'itinérance hors-refuge et dans les campements sur l'ensemble du territoire (secteur C) ;
- Améliorer l'accès à des logements transitoires et permanents, ainsi que l'accompagnement dans une optique de stabilité résidentielle, sur l'ensemble du territoire (secteur A) ;

## 4. Plan d'investissement

### 4.1 Description des investissements de contrepartie

Le CIUSSS doit faire la démonstration qu'un financement au moins égal à la contribution fédérale, pour des activités comparables visant à répondre à l'itinérance hors-refuge et aux campements, est investi dans la communauté. Pour ce faire, le gouvernement du Québec fait valoir les sommes investies dans le cadre du Plan d'action interministériel en itinérance 2021-2026 (PAII) qui s'inscrivent en cohérence avec l'esprit de ce financement. Ainsi, les investissements réalisés dans le cadre des mesures suivantes du PAII sont considérés :

- 1.1 – Dédier des unités de supplément au loyer avec accompagnement à des jeunes vulnérables qui quittent les centres de réadaptation pour jeunes en difficulté d'adaptation ;
- 3.1 – Rehausser le continuum de services en dépendance pour les personnes en situation d'itinérance ;
- 5.3 – Augmenter l'offre de services d'accompagnement en logement transitoire et permanent ;
- 6.1 – Soutenir et consolider le continuum d'hébergement d'urgence et de transition ;
- 6.2 – Consolider les services d'hébergement d'urgence et de transition pour les femmes en situation d'itinérance ;
- 6.3 – Consolider les services de proximité en itinérance ;
- 10.1 – Contribuer à réaliser des projets visant à réduire l'itinérance des Premières Nations et Inuit

Les activités liées à ces mesures du PAII contribuent à offrir une réponse à l'itinérance hors-refuge et aux campements. Par conséquent, les sommes investies pour ces actions dans la Capitale-Nationale sont admissibles en contrepartie pour les exercices financiers 2023-2024, 2024-2025 et 2025-2026.

Le tableau 1 suivant présente, pour ces mesures du PAII et pour chacune de ces années financières, les montants investis dans la Capitale-Nationale. La manière dont ces investissements contribuent à répondre à l'itinérance hors-refuge et aux campements, en fonction des secteurs d'activités prévus par le programme de financement du fédéral, est également décrite.

En résumé, à titre d'investissement de contrepartie du PAII pour la Capitale-Nationale, un montant de **5 681 856 \$** a été engagé en 2023-2024, un montant de **7 882 380 \$** est en cours d'investissement en 2024-2025, puis un montant de **8 028 340 \$** est prévu en 2025-2026, pour un grand total de **21 592 576 \$** de 2023 à 2026.



**Tableau 1 – Investissements du Plan d’action interministériel en itinérance dans la Capitale-Nationale à titre d’investissement de contrepartie**

Source de financement	Description de l’investissement	Secteur d’activité correspondant	Investissement par exercice financier	Montant du financement
PAII 1.1 - Dédier des unités de supplément au loyer avec accompagnement à des jeunes vulnérables qui quittent les hébergements liés à la protection de la jeunesse	Ces investissements visent à dédier des unités de suppléments au loyer avec accompagnement selon l’approche de stabilité résidentielle (SRA) avec accompagnement pour un profil de jeunes à risque imminent d’instabilité résidentielle. Une étude menée au Québec (Goyette et al., 2019) démontre que près du tiers des jeunes qui sortent les centres de réadaptation pour jeunes en difficulté d’adaptation (CRJDA) sont en situation d’instabilité résidentielle, une donnée confirmée par les résultats du dénombrement ponctuel 2022. Plus de la moitié fréquentent les refuges (MSSS, 2023), tandis que le reste se trouve dans des situations précaires, y compris des campements.	A et B : Ces investissements sont en cohérence avec les principes directeurs et les activités admissibles de l’initiative fédérale, qui permettent entre autres aux personnes de faire la transition vers un logement plus sécuritaire, adéquat et stable et d’agir sur le risque de bascule en situation d’itinérance de ces jeunes.	2023-2024	91 000 \$
			2024-2025	91 000 \$
			2025-2026	91 000 \$
PAII 3.1 - Rehausser le continuum de services en dépendance pour les personnes en situation d’itinérance	Ces investissements visent à adapter les ressources existantes afin de permettre, entre autres, un hébergement sécuritaire aux personnes souffrant de problèmes de dépendance, qui rencontrent souvent des obstacles d’accès à certaines ressources d’hébergement d’urgence et services. De plus, les investissements permettent de rehausser les équipes de liaison dans les urgences hospitalières qui offrent un accompagnement pour planifier la sortie de la personne après une hospitalisation.	C : Ces investissements sont en cohérence avec les principes directeurs et les activités admissibles de l’initiative fédérale, qui permettent la création et/ou la transformation de lieux inclusifs et à haut seuil. Également, ils permettent de viser le rehaussement de services qui agissent sur le risque de bascule en situation d’itinérance des personnes à leur sortie des centres hospitaliers.	2023-2024	599 400 \$
			2024-2025	599 400 \$

	Dans le rapport sur le dénombrement 2022 de Montréal, 54 % des personnes sondées rapportent un problème de consommation de substances. Cette proportion s'élève à 80 % pour les personnes ayant passé la nuit à l'extérieur.		2025-2026	<b>599 400 \$</b>
PAII  5.3 - Augmenter l'offre de services d'accompagnement en logement transitoire et permanent	Ces investissements visent à augmenter l'offre de services d'accompagnement en logement transitoire et permanent. Ils s'inscrivent dans les initiatives de stabilité résidentielle avec accompagnement (SRA), qui visent à offrir des services de soutien personnalisé et adapté aux particularités de ce profil de population, pour favoriser leur stabilité résidentielle. Les projets SRA s'accompagnent de Programmes de subventions aux logements (PSL) qui sont offerts attribués aux personnes par le biais de l'accès coordonné et basé sur des critères de priorisation basés sur la vulnérabilité des personnes. De plus, l'augmentation de l'offre de logements transitoires et permanents permet aux personnes en situation d'itinérance se retrouvant en situation hors-refuge et/ou dans les campements de bénéficier de mesures de soutien favorisant leur accès à un logement adéquat et stable.	A et C : Ces investissements sont en cohérence avec les principes directeurs et les activités admissibles de l'initiative fédérale, qui permettent aux personnes en situation d'itinérance de faire la transition vers un logement plus sécuritaire, adéquat et stable et de fournir des services qui visent à améliorer la santé et le bien-être de ces personnes.	2023-2024	<b>811 200 \$</b>
			2024-2025	<b>1 003 302 \$</b>
			2025-2026	<b>1 137 848 \$</b>
PAII  6.1 et 6,2 - Soutenir et consolider le continuum d'hébergement d'urgence et de transition	Ces investissements visent à soutenir et consolider le continuum d'hébergement d'urgence et de transition pour accompagner vers des voies de sorties les personnes se retrouvant en situation d'itinérance. Ils contribuent également à adapter les services du continuum d'hébergement d'urgence et de transition aux besoins des populations vulnérables, y compris	C : Ces investissements sont en cohérence avec les principes directeurs et les activités admissibles de l'initiative fédérale, qui permettent de réduire la pression sur les ressources d'hébergement d'urgence, qui refusent des personnes par manque de place. Ils favorisent l'accès, ce qui contribue à	2023-2024	<b>3 655 456 \$</b>
			2024-2025	<b>4 413 782 \$</b>

	les femmes, les jeunes et les autochtones, en cohérence avec les besoins identifiés dans les cartographies régionales. La consolidation du continuum d'hébergement favorise également une approche coordonnée des services.	diminuer le nombre de personnes devant recourir à des campements.	2025-2026	<b>4 524 494 \$</b>
PAII 6.3 - Consolider les services de proximité en itinérance	Ces investissements visent à consolider les services de proximité en itinérance, ce qui permet de rejoindre directement les personnes en situation d'itinérance dans leurs milieux de vie, incluant les lieux extérieurs et les campements, pour leur offrir les services dont elles ont besoin, notamment par le biais d'initiatives d' <i>outreach</i> . Également, ils visent l'adaptation de ressources d'hébergement existantes en dédiant des places à des personnes en situation d'itinérance ayant plusieurs troubles concomitants et ayant habituellement peu accès aux ressources étant donné leur profil. Enfin, ils visent le soutien aux services existants, pour les rendre plus équitables et accessibles.	C : Ces investissements sont en cohérence avec les principes directeurs et les activités admissibles de l'initiative fédérale, qui permettent de répondre également aux obstacles immédiats des personnes ciblées par le financement (ex., assurer une prestation de services inclusive et équitable et traiter les causes fréquentes de l'évitement des refuges)	2023-2024	<b>424 800 \$</b>
			2024-2025	<b>1 674 896 \$</b>
			2025-2026	<b>1 575 598 \$</b>
PAII 10.1 : Contribuer à réaliser des projets visant à réduire l'itinérance des Premières Nations et Inuit	Ces investissements visent à réaliser des projets dont l'objectif est de réduire l'itinérance des Premières Nations et Inuit. Ils permettent d'augmenter l'offre de services d'accompagnement en logement transitoire et permanent, et de soutenir et consolider le continuum d'hébergement d'urgence et de transition grâce à des projets culturellement adaptés. Entre autres, le soutien financier permet également l'ajout de modalités d'accompagnement adaptées à la réalité des Premières Nations et Inuit, un groupe surreprésenté dans la population en itinérance. Lors du dénombrement de personnes en situation	A et B : Ces investissements sont en cohérence avec les principes directeurs de l'initiative fédérale et l'ensemble des activités admissibles, qui permettent de répondre de façon culturellement adaptée aux besoins spécifiques des Premières Nations et Inuit en itinérance.	2023-2024	<b>100 000 \$</b>
			2024-2025	<b>100 000 \$</b>

	d'itinérance de 2022, c'était environ 13 % des personnes répondantes qui s'identifiaient comme Autochtones (Premières Nations, Inuit, Métis ou autres peuples autochtones). Ces derniers étaient proportionnellement moins nombreux à avoir passé la nuit dans une ressource d'hébergement (transition, mixte ou pour personnes victimes de violence).		2025-2026	100 000 \$
			Total	21 592 576 \$

## 4.2 Plan d'investissement des allocations dédiées à la Capitale-Nationale

La présente initiative permet de financer des activités semblables à celles de Vers un chez-soi (VCS), mais cible spécifiquement les personnes vivant en situation d'itinérance hors-refuge, dans des campements ou à risque imminent de le devenir. Voici les secteurs d'activités prévus par le programme :

- A. Services en matière de logement ;
- B. Services de prévention et d'orientation vers des services à l'extérieur des refuges ;
- C. Services de soutien à la clientèle ;
- D. Dépenses en immobilisations ;
- E. Coordination des ressources et amélioration de la qualité des données ;
- F. Dépenses administratives ;

Le tableau 2 suivant présente le plan d'investissement des sommes allouées à la région de la Capitale-Nationale, par secteur d'activités et pour les années financières 2024-2025 et 2025-2026. Une description de chaque secteur d'activités est détaillée dans le tableau. Le plan d'investissement tient compte des priorités et des besoins régionaux cités précédemment.

Pour la région de la Capitale-Nationale, le financement disponible est de **2 331 990 \$** par année pour 2024-2025 et 2025-2026, pour un total non récurrent de **4 663 980 \$**. Afin de rendre disponibles les fonds aux organismes admissibles (organismes à but non lucratif, administrations municipales, organismes et instituts de recherche, établissements de santé publique et d'enseignement), un appel de projets sera lancé par le CIUSSS de la Capitale-Nationale en janvier 2025. Par conséquent, ce plan d'investissement constitue des projections, les investissements réels étant tributaires des demandes qui seront soumises à l'appel de projets.

En cohérence avec les besoins et les priorités identifiés, 30 % des sommes allouées à la Capitale-Nationale sont envisagées pour chacun des secteurs d'activités suivant : A. Services en matière de logement, C. Services de soutien à la clientèle et D. Dépenses en immobilisations. Il apparaît prioritaire de viser à offrir des services de placement en logement et des services de soutien aux personnes en situation d'itinérance hors-refuge et dans les campements, puis à augmenter la capacité et la qualité des installations/infrastructures dédiées à cette clientèle. Ensuite, 5 % des sommes sont envisagés pour le secteur B. Services de prévention de l'itinérance et orientation vers des services offerts à l'extérieur des refuges. Le secteur B apparaît important à soutenir de façon minimale afin de prévenir la bascule en situation d'itinérance hors-refuge. Finalement, en fonction des demandes qui seront reçues dans l'appel de projets, le 5 % des fonds restants pourrait être affecté au secteur E. Coordination des ressources et collecte des données, notamment pour les régions qui ne disposent pas de tels mécanismes à l'heure actuelle, ou au secteur F. Dépenses administratives, dont les CISSS et les CIUSSS peuvent se prévaloir d'une certaine partie des sommes pour l'administration du programme (maximum 15 %).

**Tableau 2 – Investissement projeté pour les années 2024-2025 et 2025-2026 dans chaque secteur d'activités prévu par l'initiative de lutte à l'itinérance hors-refuge et dans les campements**

<b>Nom du secteur d'activités</b>	<b>Investissement 2024-2025</b>	<b>Investissement 2025-2026</b>	<b>Description</b>
A. Services en matière de logement	<b>699 597 \$ (30 %)</b>	<b>699 597 \$ (30 %)</b>	Ces fonds serviront à soutenir des activités permettant à une personne ou à une famille de faire la transition vers un logement plus sécuritaire, adéquat et stable, dans le but de favoriser la stabilité résidentielle (ex. placement en logement, fonds d'urgence pour le logement, aménagement d'un logement, etc.). Les logements de transition, les logements avec services de soutien, les logements permanents et les logements sociaux sont des options à encourager.
B. Services de prévention de l'itinérance et orientation vers des services offerts à l'extérieur des refuges	<b>116 600 \$ (5 %)</b>	<b>116 600 \$ (5 %)</b>	Ces services visent à offrir un soutien aux personnes et aux familles avant qu'une crise ne se produise, dans le but de réduire les risques de l'itinérance et de les prévenir. Dans le cadre de cette initiative, la prévention de l'itinérance vise aussi les personnes qui ont actuellement un logement, mais qui sont à risque imminent de le perdre et de se retrouver (de basculer) en situation d'itinérance hors-refuge, compte tenu de l'absence connue de solutions adéquates. La prévention vise aussi les personnes qui quittent le système public (ex. : système de santé, services correctionnels et services de protection de l'enfance), afin d'éviter qu'elles se retrouvent en situation d'itinérance hors-refuge.
C. Services de soutien à la clientèle	<b>699 597 \$ (30 %)</b>	<b>699 597 \$ (30 %)</b>	Ces services contribuent à améliorer l'intégration des personnes aux services de soutien et à favoriser l'accès à ceux-ci, par exemple, à des services cliniques et de traitement ou pour subvenir à des besoins essentiels. Il peut également s'agir de services liés à l'intégration économique, sociale et culturelle des personnes et des familles, qui les aident à accéder à un logement et à le conserver. Les projets de type travail de rue, d'accompagnement au maintien en logement, de répit, d'aide matérielle et d'installations sanitaires seront encouragés.
D. Dépenses en immobilisations	<b>699 597 \$ (30 %)</b>	<b>699 597 \$ (30 %)</b>	Ces fonds seront utilisés afin d'accroître la capacité et d'améliorer la qualité des installations/infrastructures qui répondent aux besoins des personnes et des familles en situation d'itinérance hors-refuge et dans les campements (ex. refuges d'urgence, hébergements, logements, installations sanitaires, répits, casiers et entreposage, etc.).

E. Coordination des ressources et collecte des données	<b>58 300 \$</b> (2,5 %)	<b>58 300 \$</b> (2,5 %)	Ce secteur réfère aux activités qui : (1) permettent aux communautés d'organiser et d'offrir un éventail de services visant à lutter contre l'itinérance de façon coordonnée, et (2) appuient les efforts de gouvernance et de gestion des données pour améliorer la qualité des données et respecter les exigences fédérales en matière d'accès coordonné et d'approche axée sur les résultats.
F. Dépenses administratives	<b>58 300 \$</b> (2,5 %)	<b>58 300 \$</b> (2,5 %)	Ces frais soutiennent la réalisation de l'initiative de lutte contre l'itinérance hors-refuge et dans les campements, sans être directement liés à sa mise en œuvre (ex. déplacements, honoraires professionnels, dépenses relatives au personnel, etc.)

## 5. Résultats régionaux

Cette section présente les résultats, les cibles et les indicateurs de suivi qui seront utilisés pour mesurer les progrès réalisés en matière d'itinérance hors-refuge et dans les campements dans la Capitale-Nationale, jusqu'à la fin de l'initiative fédérale au 31 mars 2026. Les données qui seront suivies pour les secteurs d'activités, A. Services en matière de logement, B. Services de prévention et d'orientation vers des services à l'extérieur des refuges, C. Services de soutien à la clientèle et D. Dépenses en immobilisations sont présentées dans le tableau 3 suivant. Aucun indicateur n'est prévu pour les secteurs E. Coordination des ressources et collectes de données et F. Dépenses administratives.

Le MSSS prévoit également le suivi de deux indicateurs pour l'ensemble des régions du Québec, soit :

- Le pourcentage (%) d'augmentation des places dans les refuges ;
- Le pourcentage (%) d'augmentation des places dans les logements de transition.

Ces deux indicateurs seront suivis de façon globale pour la région, tous financements confondus.

**Note :**

Les indicateurs suivants ont été prédéterminés et sont exigés par l'initiative fédérale de lutte à l'itinérance hors-refuge et dans les campements. Ils feront l'objet de suivi lors des périodes de redditions de comptes prévues à la fin de chaque exercice financier.

Il importe également de préciser que les cibles sont à titre indicatif seulement. Les cibles réelles dépendront des projets sélectionnés et financés à la suite de l'appel de projets, dont le lancement est prévu en janvier 2025.



**Tableau 3 – Résultats régionaux**

Secteur d'activité	Résultat attendu	Indicateur (voir note précédente)	Cible (voir note précédente)
A. Services en matière de logement	Augmentation du nombre de personnes en situation d'itinérance hors-refuge logées dans un logement plus stable	Nombre de personnes en situation d'itinérance hors-refuge logées dans un logement plus stable	Jusqu'à 75 personnes en situation d'itinérance hors-refuge ont été logées dans un logement plus stable du 1 <sup>er</sup> janvier 2024 au 31 mars 2026
	Augmentation du nombre de personnes placées au cours de chaque exercice financier	Nombre de personnes placées au cours de chaque exercice financier	Jusqu'à 20 personnes ont été placées au cours de l'exercice financier 2024-2025 Jusqu'à 100 personnes ont été placées au cours de l'exercice financier 2025-2026
	Suivi après douze (12) mois (au cours de la période de rapport financier suivante) : o Augmentation du nombre de personnes en situation d'itinérance hors-refuge ayant bénéficié d'un service qui sont restées logées après une période de douze (12) mois ; o Augmentation du nombre de personnes en situation d'itinérance hors-refuge ayant bénéficié d'un service qui ont quitté le programme avec succès à douze (12) mois ou à un moment antérieur ; o Réduction du nombre de personnes en situation d'itinérance hors-refuge ayant bénéficié d'un service qui étaient toujours logées après douze (12) mois et qui avaient encore besoin d'aide ; o Réduction du nombre de personnes en situation d'itinérance hors-refuge qui n'ont pas été contactées.	Parmi celles qui doivent faire l'objet d'un suivi après douze (12) mois (au cours de la période de rapport financier suivante) : o Combien sont restées logées après douze (12) mois ; o Combien ont quitté le programme avec succès à douze (12) mois ou à un moment antérieur ; o Combien étaient toujours logées après douze (12) mois et avaient encore besoin d'aide ; o Combien de personnes n'ont pas été contactées.	Suivi après douze (12) mois ( <u>seulement pour les personnes ayant reçu un service en 2024-2025</u> ) : o Jusqu'à 20 personnes en situation d'itinérance hors-refuge ayant bénéficié d'un service sont restées logées après une période de douze (12) mois ; o Jusqu'à 10 personnes en situation d'itinérance hors-refuge ayant bénéficié d'un service ont quitté le programme avec succès à douze (12) mois ou à un moment antérieur ; o Jusqu'à 10 personnes en situation d'itinérance hors-refuge ayant bénéficié d'un service étaient toujours logées après douze (12) mois et avaient encore besoin d'aide ; o 0 personne en situation d'itinérance hors-refuge n'ont pas été contactées.

B. Services de prévention et d'orientation vers des services à l'extérieur des refuges	Augmentation du nombre de personnes ayant bénéficié d'un service de base de prévention et d'orientation vers des services à l'extérieur des refuges	Nombre de personnes qui ont bénéficié d'un service de base de prévention et d'orientation vers des services à l'extérieur des refuges	Jusqu'à 30 personnes en situation d'itinérance hors-refuge ont bénéficié d'un service de base de prévention et d'orientation vers des services à l'extérieur des refuges
	Augmentation du nombre de personnes en situation d'itinérance hors-refuge ayant bénéficié du service entre le 1er avril et le 31 décembre de chaque exercice financier	Nombre de personnes en situation d'itinérance hors-refuge ayant bénéficié du service entre le 1er avril et le 31 décembre de chaque exercice financier	Jusqu'à 25 personnes en situation d'itinérance hors-refuge ont bénéficié du service entre le 1er avril et le 31 décembre de chaque exercice financier
	Augmentation du nombre de personnes en situation d'itinérance hors-refuge ayant bénéficié du service entre le 1er janvier et le 31 mars de chaque exercice financier (dont le suivi est prévu pour l'exercice financier suivant)	Nombre de personnes ayant bénéficié du service entre le 1er janvier et le 31 mars de chaque exercice financier (dont le suivi est prévu pour l'exercice financier suivant)	Jusqu'à 10 personnes en situation d'itinérance hors-refuge ont bénéficié du service entre le 1er janvier et le 31 mars de chaque exercice financier (dont le suivi est prévu pour l'exercice financier suivant)
	Suivi de trois (3) mois : o Augmentation du nombre de personnes en situation d'itinérance hors-refuge ayant bénéficié d'un service qui sont restées logées après une période de trois (3) mois ; o Réduction du nombre de personnes en situation d'itinérance hors-refuge ayant bénéficié d'un service qui ne sont pas restées logées ; o Réduction du nombre de personnes en situation d'itinérance hors-refuge qui n'ont pas été contactées.	Parmi celles qui doivent faire l'objet d'un suivi de trois (3) mois : o Combien sont restées logées après trois (3) mois o Combien ne sont pas restées logées o Combien n'ont pas été contactées	Suivi de trois (3) mois : o Jusqu'à 25 personnes en situation d'itinérance hors-refuge ayant bénéficié d'un service sont restées logées après une période de trois (3) mois ; o Jusqu'à 5 personnes en situation d'itinérance hors-refuge ayant bénéficié d'un service ne sont pas restées logées ; o 0 personne en situation d'itinérance hors-refuge n'ont pas été contactées.
C. Services de soutien à la clientèle	Augmentation du nombre de personnes en situation d'itinérance hors-refuge ayant bénéficié d'un service de soutien	Nombre de personnes en situation d'itinérance hors-refuge qui ont bénéficié d'un service de soutien	Jusqu'à 200 personnes en situation d'itinérance hors-refuge ont bénéficié d'un service de soutien du 1 <sup>er</sup> janvier 2024 au 31 mars 2026

D. Dépenses en immobilisations	Augmentation du nombre de nouvelles places accessibles dans les refuges d'urgence (en raison de l'ajout de lits)	Nombre de nouvelles places accessibles dans les refuges d'urgence	Jusqu'à 30 nouvelles places accessibles dans les refuges d'urgence du 1 <sup>er</sup> janvier 2024 au 31 mars 2026
	Augmentation du nombre de nouvelles places accessibles dans les logements de transition (en raison de l'ajout de lits)	Nombre de nouvelles places accessibles dans les logements de transition	Jusqu'à 20 nouvelles places accessibles dans les logements de transition du 1 <sup>er</sup> janvier 2024 au 31 mars 2026
	Augmentation du nombre de nouvelles places accessibles dans les logements supervisés permanents (en raison de l'ajout de lits)	Nombre de nouvelles places accessibles dans les logements supervisés permanents	Jusqu'à 20 nouvelles places accessibles dans les logements supervisés permanents du 1 <sup>er</sup> janvier 2024 au 31 mars 2026

## Conclusion

La situation de l'itinérance hors-refuge et des campements est préoccupante dans plusieurs régions du Canada. Pour diverses raisons, nombreuses personnes en situation d'itinérance ne souhaitent pas ou ne sont pas en mesure de fréquenter les refuges, les hébergements ou d'obtenir un logement adapté à leurs besoins. Le phénomène reflète notamment des enjeux d'accès aux services pour les personnes souhaitant s'engager dans un parcours vers la stabilité résidentielle.

En avril 2024, le gouvernement du Canada annonçait du financement afin d'apporter une réponse rapide et ciblée à l'itinérance hors-refuge et au phénomène des campements. Ce PRCC met en lumière les besoins et les priorités de la Capitale-Nationale en la matière, ayant émergé des consultations de partenaires régionaux. D'abord, l'importance d'améliorer la réponse aux besoins de bases et matériels des personnes en situation d'itinérance hors-refuge a été soulevée, notamment en augmentant l'accès à des installations sanitaires, à des casiers d'entreposage, ainsi qu'à du matériel d'urgence et de dépannage. Ensuite, l'accessibilité à des hébergements et à des logements adaptés, soit à haut seuil ou qui acceptent les animaux, les couples et les personnes en état de consommation, a également été soulevé. Ce besoin reflète la nécessité de peut-être revoir certains critères d'admissibilité des services d'hébergement et de logement, mais aussi d'augmenter la capacité d'accueil en termes d'installation et d'infrastructure. Il apparaît essentiel de viser à augmenter le nombre de places en hébergement et le nombre de logements adaptés aux personnes en situation de précarité pour espérer réduire l'itinérance hors-refuge et dans les campements. Pour y arriver, les services de soutien et de relation d'aide sont également à prioriser afin d'accompagner les personnes vers un processus de réaffiliation et de stabilité résidentielle.

En cohérence avec les besoins et les priorités identifiés, puis en fonction des types de services prévus par l'initiative de lutte à l'itinérance hors-refuge et dans les campements, 30 % des sommes allouées à la Capitale-Nationale sont envisagés pour chacun des secteurs d'activités suivants : A. Services en matière de logement, C. Services de soutien à la clientèle et D. Dépenses en immobilisations. Ces investissements sont jugés prioritaires, dans l'objectif d'augmenter les installations et infrastructures des ressources, d'améliorer le soutien et la réponse aux besoins de bases des personnes en situation d'itinérance hors-refuge et de favoriser leur cheminement vers une stabilité résidentielle.

Ce PRCC souhaite contribuer à apporter une réponse spécifique à la problématique de l'itinérance hors-refuge et dans les campements dans la Capitale-Nationale. La mobilisation de nombreux acteurs intersectoriels sera essentielle pour espérer pouvoir obtenir les effets escomptés.